

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTÉRIEURE	2
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
1.1.1	<i>Préparation de l'élection présidentielle, révision du code électoral</i>	2
1.1.2	<i>Mouvance présidentielle, dissidence de Jean Lahiniriko</i>	5
1.1.3	<i>Opposition</i>	6
1.1.4	<i>Dialogue pouvoir - opposition suite à la visite de Kofi Annan</i>	7
1.1.5	<i>Condamnés de la crise de 2002, exilés</i>	9
1.2	RELATIONS ÉGLISES-ÉTAT	10
1.3	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, « BONNE GOUVERNANCE ».....	10
2	COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE	10
3	DIPLOMATIE	11
4	DROITS HUMAINS, REFUGIES	12
5	SYNDICALISME	13
6	MEDIAS	13
7	JUSTICE, CONDITIONS CARCÉRALES	14
8	ÉCONOMIE	15
8.1	BANQUE MONDIALE, FMI, OMC, EFFACEMENT DE LA DETTE.....	15
8.2	SITUATION ECONOMIQUE, CONJONCTURE	15
9	SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES	17

1 POLITIQUE INTÉRIEURE

1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

Près de 60 ministres en 4 ans : après 9 remaniements, le gouvernement malgache a vu défiler en 4 ans, plus de 60 ministres. Un record qui ne sera pas égalé de sitôt. Première conséquence, il y a beaucoup plus «*d'ex-*» que de titulaires de portefeuilles. Lesquels sont au nombre de 17 actuellement ! (D'après *Midi du 20/04/06*)

Bientôt une charte pour les partis politiques : les initiateurs du projet organisent le 26 avril une cérémonie pour la signature du texte. L'Avi, le Leader-Fanilo, le RPSD Vaovao ou encore l'Akfm en sont les promoteurs. Les autres figures marquantes de paysage politique, dont le Tim, l'Arema ou encore le MFM, sont invités à imiter les premiers. Sur le fond, cette cérémonie *s'apparente à un coup médiatique*. L'une des suites de la démarche consiste à *"l'élaboration d'une charte pour les partis"*, explique le président de l'Akfm. (D'après *L'Express du 21/04/06*)

Charte politique : 19 partis signataires. De son nom malgache « *Dina Politika* », elle est destinée à servir de règles d'éthique et de déontologie en politique à Madagascar. Ces partis se sont engagés, à quelques mois de l'échéance électorale, *à redorer l'image des politiciens malgaches qui ont perdu de leur aura ces dernières années*. Ils ont ainsi tenu à démontrer qu'ils étaient convaincus que le seul moyen d'améliorer l'atmosphère politique est de procéder au rapprochement et au dialogue. Entre les partis eux-mêmes, entre les partis et l'État ensuite, entre l'État et la société civile enfin. Madagascar uni et indivisible, respect des valeurs démocratiques et républicaines, des libertés fondamentales et des droits de l'homme, État laïc, séparation des pouvoirs, transparence, État de droit, respect de la législation en vigueur, alternance démocratique, reconnaissance des institutions et de la fonction publique, sont autant de valeurs auxquelles ils disent adhérer. *Madagascar comptant 183 partis*, la signature d'une telle charte ne saurait être qu'un début dans la réglementation des partis. *Le grand absent du rendez-vous était le TIM*. (D'après *Midi et L'Express du 27/04/06*)

1.1.1 Préparation de l'élection présidentielle, révision du code électoral

Présidentielle anticipée : le ministre de l'Intérieur prépare l'opinion. Le Gal Charles Rabemananjara a souligné qu'il est possible d'organiser la prochaine présidentielle avant 2007. En fait, ce n'est pas la première fois que le ministre donne pareille réponse contrairement au président de la République. Pour bon nombre d'observateurs, le ministre de l'Intérieur n'a pas parlé pour ne rien dire. N'est-il pas là en train de préparer l'opinion publique et politique sur cette éventualité qui constitue pour certains une autre issue au malaise politique actuel ? (D'après *Tribune du 01/04/06*)

Organisation des élections - Pierrot Rajaonarivelo secrétaire national de l'Arema en exil opte pour un comité indépendant : *"Toutes les questions électorales relèveront d'une manière exclusive de cette Autorité électorale"*, composée de *personnalités désignées par le pouvoir et l'opposition*. Dans sa proposition, l'ancien vice-premier ministre souhaite *"décharger le gouvernement de toute question électorale"*. L'ancien vice-premier ministre espère attribuer à cette Autorité électorale l'organisation des élections, la promulgation d'un code électoral ou encore celle sur les partis politiques. L'objectif de la démarche vise à *contourner le problème de la neutralité de l'administration* dans l'organisation des élections, provoquant ainsi la

suspicion, à tort ou à raison, chez certains candidats. *Il ne désespère pas de pouvoir s'aligner lui-même aux présidentielles.* (D'après L'Express du 03/04/06)

Ny Hasina Andriamanjato candidat aux présidentielles : l'ancien ministre des Postes et télécommunications profite du contexte politique actuel pour annoncer son intention de se porter candidat à la prochaine course à la magistrature suprême. *Il se pose comme un homme de recours au cas où le dialogue entre les deux camps déboucherait sur une entente*, quel que soit le schéma de celle-ci. *"J'ai les solutions, politiques et techniques, mais également les hommes"*, a-t-il déclaré. Après Roland Ratsiraka, Monja Roindefo, voici Ny Hasina Andriamanjato qui s'aligne d'une manière officielle. Sans pour autant annoncer son programme, le fils du pasteur Richard Andriamanjato compte également mettre au profit de la Nation ses 9 années d'expériences à la tête d'un département ministériel et son éducation chrétienne. (D'après L'Express du 04/04/06)

En visite officielle à Madagascar, Horst Köhler s'exprime sur la démocratie - "il y a du chemin à faire" : le président allemand s'est fait le porte-parole de la communauté internationale. Il a déclaré que *tous les yeux seront braqués sur Madagascar lors des prochaines élections*. « *Tout n'est jamais parfait, mais nous constatons néanmoins des progrès* ». Tout comme Kofi Annan, le président allemand a reconnu les efforts du gouvernement en matière de développement et de croissance économiques. Le président Marc Ravalomanana s'engage à organiser une élection libre, équitable et transparente. *"L'élection future est cruciale. Nous en appellerons aux Nations unies"*, a-t-il annoncé. Désormais, le gouvernement collaborera, d'une manière étroite, avec les Nations unies pour l'organisation des élections. Il reste maintenant à attendre les résultats du dialogue *"encouragé"* par Kofi Annan entre le pouvoir et l'opposition, pour en connaître les conditions exactes. (D'après L'Express du 07/04/06)

Scrutin - Le Tim réfute la révision du code électoral : *"nous avons entrepris des réformes depuis 2003, a lancé le premier ministre Jacques Sylla. De nombreuses mesures ont été prises, dont le renforcement des attributions du Conseil national électoral (CNE)"*. (D'après L'Express du 10/04/06)

Ambiance électorale - La Sadc s'informe sur le climat politique et prend le relais de Kofi Annan. Ses membres sont sur place et leur première mission est de consulter les partis politiques, du pouvoir et de l'opposition. L'objectif de la Communauté comme celui de l'ONU est, à peu près, le même : la tenue d'une *"élection libre et transparente"*. (D'après L'Express du 13/04/06)

Le code de conduite du Tim suscite des débats dans le microcosme politique : selon un membre du RPSD qui faisait partie du comité technique de suivi, initié par l'ancien Conseil Supérieur de la Lutte Contre la Corruption (CSLCC) devenu Conseil Supérieur d'Intégrité (CSI), *le code de conduite du Tim et le code électoral sont deux éléments de travail différents*. D'après lui, le parti présidentiel est libre de mettre en place son code de conduite mais cela ne regarde que lui. Le code électoral est national et dans ce sens, il est inconcevable qu'on veuille le noyer ou le substituer contre le code de conduite d'un parti. (D'après Les Nouvelles du 19/04/06)

Le projet de code électoral du Cnoe à l'épreuve : alors qu'on attend le texte proposé par le Conseil œcuménique des Églises, c'est celui du Comité national d'observation et d'éducation des citoyens (KMF/Cnoe) qui est présenté. L'ONG va consulter les institutions, les partis politiques et la société civile sur le toilettage du code électoral qu'elle propose. Un des points essentiels du projet de texte touche *l'arrêt définitif de la liste électorale au 15 avril de*

chaque année, pour supprimer les révisions spéciales " afin d'éviter les suspicions autour de l'opération". Le KMF/Cnoe propose également la confrontation des procès-verbaux de tous les candidats par le Comité pour le recensement des matériels de vote (CRMV). Cependant, l'ONG estime encore nécessaires le maintien CNE en tant qu'organe d'observation des opérations de vote, et l'organisation des scrutins par le ministère de l'Intérieur. Dans le contexte politique actuel, la tenue de la consultation avant le début des discussions de fond entre le pouvoir et l'opposition pourra fournir des éléments sur les intentions des uns et des autres. L'issue de la consultation donnera également une indication plus précise sur la nécessité ou non de retoucher le code électoral actuel. Bon nombre de partis ou d'entités réclament la retouche du texte en vigueur pour apaiser les suspicions réciproques. Le projet est pourtant voué à l'échec sans l'assentiment des tenants du régime. (D'après L'Express du 21/04/06)

Le Cnoe espère l'examen de son texte sur le code électoral en mai : il table sur le changement de l'ambiance politique pour faire passer ses amendements du code électoral. La course contre la montre est engagée pour l'organe d'observation des élections. *"Nous allons tout faire pour déposer notre texte à l'Assemblée nationale. L'objectif est de l'inscrire à l'ordre du jour dès le mois de mai",* a annoncé le secrétaire général du Cnoe/KMF qui a terminé la *"consultation nationale"* de son texte après deux jours de débats. L'ONG ne désespère pas pour autant, *elle trouvera un groupe parlementaire pour soutenir son avant-projet.* (D'après L'Express du 27/04/06)

Les 3FN boycottent l'initiative du KMF/Cnoe : *les 3FN reprochent surtout à l'initiative du Cnoe sa proximité avec le dialogue entre pouvoir et opposition. " Pour l'instant, beaucoup de choses restent encore floues autour du dialogue et voilà un autre projet qui voit le jour",* a évoqué l'ancien président de l'Assemblée nationale. C'est une des raisons pour lesquelles le pasteur Andriamanjato a soulevé le caractère beaucoup plus restreint du projet autour du code électoral. *"Notre objectif est d'arriver à l'assainissement de l'environnement politique",* a-t-il insisté. L'attitude des 3FN illustre l'atmosphère de méfiance entre l'opposition et le gouvernement. Des membres des 3FN n'écartent pas une manœuvre du pouvoir derrière l'opération. **Le KMF/Cnoe organise à partir de ce jour une "consultation nationale" sur son avant-projet d'amendements du code électoral.** Pendant 2 jours, l'organisation invite plusieurs entités issues de divers horizons pour valider son texte. *"De toute façon, nous n'avons pas invité les 3FN. Notre invitation s'est limitée aux partis politiques et quelques institutions,"* a précisé le secrétaire général adjoint du comité. (D'après L'Express du 25/04/06)

La date définitive de l'élection présidentielle sera fixée, incessamment, après la consultation des partenaires internationaux et de l'ensemble des acteurs nationaux. C'est ce qu'a annoncé le général Charles Rabemananjara, ministre de l'Intérieur et de la Réforme Administrative lors d'une « *séance d'information technique sur les élections à Madagascar* » à l'endroit des représentations étrangères et des organismes internationaux. Un premier contact avec les potentiels bailleurs qui a permis au responsable étatique de retracer le calendrier des préparatifs. *L'élection verra une forte implication de la communauté internationale à travers le PNUD. L'UE et la Suisse ont proposé leur concours.* Il n'y aura pas de vote par correspondance et la *diaspora malgache ne pourra pas participer* au scrutin, étant donné que la loi électorale ne prévoit pas de telles dispositions et que les moyens disponibles ne le permettent pas. Parallèlement, *une nouvelle mission onusienne* est attendue pour raffermir l'appui déclaré clairement par le secrétaire général de l'ONU. (D'après Midi du 21/04/06)

Le département ministériel de l'Intérieur devrait encore s'atteler à *l'informatisation de la liste électorale.* Il en est également pour le règlement du cas d'un million de *jugements*

supplétifs ou de *formation des responsables des circonscriptions administratives*. La dernière opération avant la tenue des élections, concerne *l'acquisition de moyens de communication et des matériels roulants*. (D'après L'Express du 24/04/06)

De toute évidence, la communauté internationale ne tient pas à ce que soit rééditée la désastreuse crise de 2002, consécutive à une élection présidentielle mal gérée. Elle accorde un important financement pour huiler le fonctionnement de la machine électorale. Si Marc Ravalomanana compte se livrer à des pratiques frauduleuses pour s'adjuger indûment la victoire, c'est la communauté internationale qui dresse devant lui un ... barrage. (D'après La Gazette du 22/04/06)

Projet de code électoral du FFKM : 3 jours avant la rentrée parlementaire, le FFKM n'a pas encore terminé sa copie. Le projet de code électoral prévu pour être déposé à l'Assemblée nationale tarde à être bouclé. « *Le texte est toujours entre les mains des quatre chefs d'Église* », rapporte-t-on, dans les rangs du FFKM. Force est de constater que *le pouvoir a quelque peu coupé l'herbe sous le pied du FFKM* puisque le Tim n'a de cesse de répéter qu'il s'accommode fort bien du code électoral datant du précédent régime. *Le Président de la République et non moins vice-président du FJKM devait même déclarer que c'est le meilleur code électoral en Afrique*. Un pied de nez au FFKM dont *le projet de faire participer les membres de la diaspora aux élections présidentielles a été écarté*, pour des raisons à la fois techniques et budgétaires. (D'après Midi du 29/04/06)

1.1.2 Mouvance présidentielle, dissidence de Jean Lahiniriko

Les assises du parti AVI pourraient provoquer des affrontements à Antananarivo : la situation politique n'est pas tellement à l'apaisement bien que l'opposition et l'équipe dirigeante essaient de renouer le dialogue. En effet, le parti AVI de Lala Norbert Ratsirahonana, ambassadeur itinérant du président, tiendra ses assises régionales dans la capitale le 13 mai, une rencontre politique qui ne manquera pas d'être sous haute surveillance. Le maire d'Antananarivo a déjà laissé entendre que *la capitale est interdite à toute manifestation à caractère politique en plein air* « *pour préserver les infrastructures de la ville des Mille* ». (D'après Tribune du 19/04/06)

Lahiniriko en solitaire - rencontres officielles à Maurice : il a une dent contre le pouvoir et ne le cache plus. Lahiniriko part en visites officielles nationale pour Maurice, Dubaï et l'Iran après avoir été en retrait lors du passage du président allemand Horst Köhler. Le commentaire acide de Jean Lahiniriko sur le lancement du MAP et ce départ à l'étranger n'améliorent pas l'ambiance entre la tête de l'Exécutif et celle de la Chambre basse. A moins d'une autre tentative de destitution à Tsimbazaza, le scénario actuel ne cessera qu'après l'élection présidentielle et une nouvelle redistribution des cartes qui s'en suivra. (D'après L'Express du 12/04/06)

Candidature sollicitée de Lahiniriko : 70 cadres, intellectuels et étudiants représentant le « Grand Sud Est » se sont entendus pour solliciter la candidature du président de l'Assemblée nationale à la prochaine élection présidentielle. La raison en est que Lahiniriko serait un homme d'équilibre régional et d'unité nationale, un démocrate, un patriote, homme de dialogue et homme de foi. Par ailleurs, depuis l'indépendance, Toliara et Fianarantsoa n'ont jamais eu leurs représentants à la présidence de la République. (D'après Tribune du 24/04/06)

Le TIM envisage de se débarrasser de Jean Lahiniriko : la session parlementaire qui s'ouvre le 2 mai s'annonce à nouveau mouvementée. *La motion de destitution du bureau permanent*

semble revenir sur le tapis, avec apparemment comme principale cible, le président Jean Lahiniriko dont les menées actuelles ne semblent point appréciées par le bureau politique du TIM. On parle non seulement de sa destitution du perchoir de l'Assemblée nationale, mais également de son *exclusion du parti*. Il se considère maintenant comme le mal aimé du pouvoir et *arbore de plus en plus un langage de véritable opposant*. (D'après Les Nouvelles du 26/04/06)

Le Tim est déterminé à se débarrasser de Jean Lahiniriko : après avoir flirté avec le parti présidentiel pendant 4 ans, le président de l'Assemblée nationale en sera prochainement exclu. Ainsi, Jean Lahiniriko n'aura pas à déposer sa démission, car il sera tout simplement remercié. Au motif que Jean Lahiniriko a commis une haute trahison du parti. Il faut rappeler que ce dernier bénéficie actuellement du soutien des députés de l'opposition, tandis que d'autres manifestations de soutien sont aussi exprimées par des citoyens des provinces, qui mettent en avant les risques d'atteinte à la solidarité nationale. (D'après Les Nouvelles du 27/04/06)

Pour destituer Jean Lahiniriko : 20 millions Ar par député TIM ? « Soutien au projet nucléaire iranien et interférence dans la diplomatie malgache relevant exclusivement de la compétence du pouvoir exécutif ». Tels sont les deux « chefs d'accusation » adoptés par les ténors du TIM à l'encontre de M Lahiniriko et qui pourraient *déboucher sur la destitution d'un président de l'Assemblée nationale*. Certains députés TIM ont avoué qu'une sorte *d'indemnités sera allouée, avant l'ouverture officielle de la première session ordinaire à chaque élu du parti* et ses alliés pour « motiver » leur vote. Cette cagnotte « miraculeuse » tournait autour de 20 millions Ar par tête. Les partisans de M. Lahiniriko pensent que, si vraiment l'indépendance du Bianco était de mise, il pourrait avoir de gros poissons à avaler dans cette affaire. L'après destitution pourrait encore être un calvaire pour Lahiniriko étant donné que tout aurait été mis en branle, depuis un certain temps, pour réunir des *dossiers financiers compromettants* dans sa gestion, afin de le traîner en Justice et de le jeter en prison. (D'après La Gazette du 27/04/06)

Ultimatum expiré pour Lahiniriko pour venir s'expliquer devant la Commission des affaires internes du Tim. La convocation qui lui avait été adressée avait pour objet de lui présenter ses moyens de défense contre les griefs qui lui ont été reprochés. Une telle insistance du parti majoritaire serait motivée par des rumeurs selon lesquelles Lahiniriko pourrait faire une déclaration publique, dont on ne sait pas encore la teneur exacte d'ailleurs, mais que l'on suppose être sa candidature à l'élection présidentielle. Jean Lahiniriko affirme qu'il n'a pas pu se présenter dans les délais car il se trouve encore à Antsiranana pour le synode de l'Eglise luthérienne. (D'après Midi et L'Express du 29/04/06)

Lahiniriko désavoué - Le gouvernement dénonce le nucléaire iranien : selon le gouvernement, les missions et visites faites par le président de l'Assemblée nationale ne sont pas officielles. Les déclarations de Jean Lahiniriko sur le nucléaire iranien, entre autres, n'engagent que lui-même. Le gouvernement tente ainsi de rassurer la communauté internationale et l'opinion publique après la déclaration du président de l'Assemblée nationale. (D'après L'Express du 29/04/06)

1.1.3 Opposition

Le CRN reporte ses assises nationales prévues pour fin mars : l'équipe du Pr Zafy préfère privilégier l'approche vers les 3FN. "Le programme n'est pas annulé, mais nous sommes dans l'obligation d'aménager le calendrier", annonce un des dirigeants du mouvement. **Le CRN**

explique ce report par le début du dialogue entre pouvoir et opposition. (D'après L'Express du 11/04/06)

Voninahitsy convoqué au tribunal - possibilité d'une liberté provisoire : le député de Maintirano connaîtra d'ici peu de quoi son avenir politique sera fait. Une fois de plus, le procès du leader du RPSD Vaovao prendra une allure très politique, conjugué avec le dialogue entre pouvoir et opposition. Le député se présentera devant le tribunal au moment de la rencontre entre les émissaires respectifs du gouvernement et de l'opposition. *Malgré lui, le président du RPSD Vaovao s'invite au rendez-vous du 14 avril entre gouvernement et les 3FN.* Outre l'avenir politique du parlementaire, le verdict, confirmant ou infirmant celui en première instance, aura des conséquences, quelle que soit son ampleur, et rejaillira sur l'ambiance politique du moment. (D'après L'Express du 13/04/06)

Liberté provisoire refusée pour le député : en dépit d'une lueur d'espoir, il a regagné le quartier des «VIP» d'Antanimora. *«C'est un problème politique, il faudra y apporter une solution politique».* Voninahitsy Jean Eugène a ainsi accueilli le rejet de sa demande de liberté provisoire pour raisons médicales. La cour a donné un nouveau rendez-vous au député pour le 29 mai. Ce jour-là sera consacré à l'examen de l'appel du premier jugement qui l'a condamné à deux ans d'emprisonnement ferme pour trafic d'influence. (D'après Midi du 15/04/06)

Fissure au sein du parti Arema : les « barons » du parti ont des points de vue divergents. La détermination du leader continue de diviser les membres de l'ancien parti majoritaire. *"Il faut reconnaître que Didier Ratsiraka tient encore et toujours une grande place dans la direction du parti"*, déclarent les membres du comité directeur de l'Arema. *Le rôle de l'Amiral est remis sur le tapis* aussi bien au sein de la base qu'au sein du comité directeur. Une fissure menace et pourrait être fatale pour l'ancien parti majoritaire. *Des "militants ratsirakistes" membres du comité directeur proposent le rapprochement de Didier Ratsiraka, et de l'actuel chef de l'Etat.* *"Les deux personnalités sont la source des dissensions actuelles, donc il leur appartient de calmer le jeu"*, ont-ils mentionné. (D'après L'Express du 19/04/06)

Pierrot Rajaonarivelo désavoué par l'Arema : malgré l'appel pressant lancé de sa terre d'asile, *les responsables de l'Arema évoluant au sein du CRN persistent à ne pas reconnaître la victoire au premier tour de Ravalomanana lors de la présidentielle de 2001.* Le secrétaire national de l'Arema ne regrette pas son message au Pr Zafy suppliant celui-ci de *reconnaître la légalité du régime Ravalomanana pour un véritable dialogue entre le pouvoir et l'opposition.* Quelques semaines après ce message, le pouvoir hausse le ton en soulevant que le fait qu'une frange de cette opposition ne reconnaît pas Marc Ravalomanana comme président de la République ce qui constitue *un obstacle majeur à la poursuite de ce dialogue.* En fait, c'est au CRN du Pr Zafy, l'une des trois grandes entités des 3FN, que le pouvoir fait allusion. Son staff dirigeant qui persiste à ne pas reconnaître la victoire de Marc Ravalomanana est en majorité composé des parlementaires et des responsables de l'Arema. En cautionnant la position du Pr Zafy, *ceux-ci militent pour le retour de Didier Ratsiraka.* Ce n'est pas la première fois que Pierrot Rajaonarivelo se trouve ainsi désavoué par des responsables de l'Arema à Madagascar. Ceci explique peut-être l'apparition de groupuscules qui se battent à la place de l'Arema pour la candidature de Pierrot Rajaonarivelo. (D'après Tribune du 20/04/06)

1.1.4 Dialogue pouvoir - opposition suite à la visite de Kofi Annan

Rencontre Rajemison Rakotomaharo - Richard Andriamanjato le 14 avril : Avec cette *troisième rencontre*, la logique veut que le pouvoir communique à son tour son point de vue.

Lors de la précédente entrevue, c'est l'opposition qui a présenté le sien. Le gouvernement n'a jamais fait mystère d'aller au bout de sa logique constitutionnelle et électorale. Une logique contestée par l'opposition qui réclame une remise à plat de la situation avant une quelconque consultation populaire. (D'après L'Express du 12/04/06)

Rencontre Rajemison – Andriamanjato : rien n'a filtré ! Des interrogations se posent sur la date et l'organisation de la grande assemblée qui va permettre aux discussions de *dépasser le stade des préliminaires*. Le consensus est loin d'être trouvé alors que les deux personnalités étaient déjà à leur troisième rencontre (D'après Midi et L'Express du 15/04/06)

L'opposition presse le pouvoir et exige une date pour la première rencontre destinée à aborder le fond du dossier : une première épreuve pour le *dialogue fragile entre le pouvoir et l'opposition*. Cette dernière hausse le ton, trouvant le processus trop lent à son goût. Les tenants du pouvoir n'ont pas encore réagi. Pour que le gouvernement ait le dos au mur, l'opposition compte publier la liste des personnalités qu'elle chargera de s'occuper du dossier du dialogue. Avec une telle stratégie, l'opposition souhaite rejeter sur le gouvernement la responsabilité d'un éventuel échec des négociations. (D'après L'Express du 19/04/06)

Vers une élection anticipée : faisant le compte-rendu de sa troisième rencontre avec Rajemison Rakotomaharo, le pasteur Richard Andriamanjato de rapporter que Marc Ravalomanana proposerait une fin de non recevoir à la réconciliation nationale, à l'amnistie et au gouvernement de transition avancés dans les résolutions de la « *conférence nationale unique 2005* ». Par contre, le président proposerait un scrutin anticipé et inviterait l'opposition à se pencher ensemble sur les conditions d'une élection transparente. *Face à l'intransigeance du pouvoir, les 3 FN projettent d'envoyer une lettre au secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan*. (D'après Midi du 19/04/06)

Dialogue de sourds entre le Pouvoir et l'opposition : un mois après la recommandation du SG de l'ONU, le dialogue entre l'opposition et les gens du pouvoir semble au point mort. En effet, après 3 rencontres tout laisse à penser qu'il n'y a rien de concret. *Les deux parties campent sur leur position initiale*. Ni les membres de l'opposition, ni les hommes du pouvoir n'ont aucune intention de faire le premier pas pour mieux avancer. Les membres de l'opposition revendiquent l'application à la lettre des résolutions de la Conférence nationale tenue l'année dernière, tandis que les partisans du régime essaient d'orienter les débats sur l'organisation de la prochaine élection présidentielle. *Le ton monte d'un cran du côté de l'opposition*, qui pourrait quitter la table de négociation. *On risque d'aboutir à un clash dont ses conséquences seront catastrophiques pour le pays*. (D'après Tribune du 20/04/06)

Les 3FN prennent à témoin la communauté internationale : "Nous allons adresser une lettre aux Nations unies et à la communauté internationale dans laquelle nous leur assurerons que nous sommes fin prêts au dialogue", confie le pasteur Richard Andriamanjato, porte-parole désigné de l'opposition. (D'après L'Express du 21/04/06)

Bouri Sanhouidi, coordonnateur du système des Nations unies, souhaite des concessions réciproques ; il tient Kofi Annan au courant. Bouri Sanhouidi insiste sur la nécessité d'un "consensus" et d'une "volonté à aller jusqu'au bout". (D'après L'Express du 22/04/06)

3 rapports différents pour Kofi Annan ! Le coordonnateur du système des Nations Unies à Madagascar Bouri Sanhouidi ne cesse de tenir le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan au courant de l'avancement du dialogue et de lui adresser des rapports sur l'évolution de la situation. Les deux camps en présence se préparent aussi à envoyer des rapports au SG qui a recommandé ce rapprochement lors de sa visite à Madagascar. *Ces informations*

discordantes pourraient amener Kofi Annan à ne tenir compte que des rapports dressés par son représentant à Madagascar pour trancher, mais certains s'inquiètent déjà de la neutralité de Bourri Sanhouidi. (D'après Tribune du 25/04/06)

« *La balle est dans le camp de K. Annan* », selon le Mfm : sceptique dès le début du dialogue pouvoir-opposition, le Mfm estime aujourd'hui que « *la balle est désormais dans le camp de Kofi Annan* ». Ce, après l'échec du triple tête-à-tête entre Guy Rajemison et Richard Andriamanjato. Le Mfm pense en effet que « *dès le début, Kofi Annan aurait du annoncer la couleur* ». A savoir que *les vrais protagonistes dans ce dialogue ne sont autres que l'ancien et l'actuel président de la République*. Autrement dit, Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana. (D'après Midi du 28/04/06)

1.1.5 Condamnés de la crise de 2002, exilés

Prison d'Antanimora - Aucun détenu politique parmi les 345 graciés : 345 détenus profiteront de la remise de peine pour la seule prison d'Antanimora. On ne connaît pas encore l'effectif global des bénéficiaires de toute l'île. "En tout cas, bon nombre d'établissements pénitentiaires seront désengorgés dans les jours qui viennent. « *Malheureusement, la majorité des détenus graciés retourneront en prison, faute de structure d'accueil adéquate* », déplore un fonctionnaire de la maison centrale d'Antananarivo. (D'après L'Express du 06/04/06)

Le sénateur Moïse Rakotosihanaka, un pro-Amiral propose un dialogue Ravalomanana – Ratsiraka : il réclame un contact "au sommet " pour une *réconciliation* entre le président Ravalomanana et l'Amiral, "les deux premiers responsables de la crise de 2002", selon ses termes. "Pour arriver à une réconciliation totale, il vaut mieux, dans une première étape, commencer entre le chef de l'Etat et son prédécesseur", a proposé Moïse Rakotosihanaka. Ce dernier suggère, en parallèle, le *retour des exilés et la libération des détenus politiques liés aux événements de 2002*. Et ce, "avant de passer à l'étape suivante et à la participation de toutes les forces vives de la Nation dans le débat ". **Il profite du contexte du dialogue entre pouvoir et opposition pour lancer l'idée d'un retour au pays du "Deba"**. (D'après L'Express du 14/04/06)

Pierrot Rajaonarivelo : en perte de vitesse pour la course à l'investiture de l'opposition. Pierrot Rajaonarivelo perd de plus en plus de terrain et *pourrait être devancé par Lahiniriko Jean dans la course au titre de candidat unique de l'opposition*. Au-delà des qualités personnelles de Lahiniriko Jean, les opposants font d'abord montre de réalisme : pourquoi en effet porter leur choix sur Pierrot Rajaonarivelo qui est absent du territoire et qui est sous le coup d'une condamnation à la prison ? Il est difficile en effet de soutenir une candidature incertaine... Il se trouve ensuite que Pierrot Rajaonarivelo est surtout soutenu par des groupuscules obscurs, dirigés par des leaders qui traînent des casseroles derrière eux. **Une seule voie pour l'ancien vice-PM s'il veut regagner le terrain perdu : obtenir une amnistie et une autorisation de retour au pays**. L'ensemble de l'opposition et même certains membres de la communauté internationale travaillent pour l'amnistie de l'ancien vice-PM et des ténors politiques exilés. L'opération a des chances d'aboutir car les condamnations qui frappent ces derniers visent à l'évidence à les écarter du scrutin. (D'après La Gazette du 25/04/06)

Dynamitage de pont en 2002 - Merci Ratoabolamanana et Denis Be restent en prison : les deux anciens députés d'Antsirabe ont été reconduits à la prison d'Antanimora, après leur procès en appel. Leur demande de liberté provisoire a été rejetée et l'affaire sera délibérée le 12 mai. Les deux ex-députés sont accusés d'être responsables du dynamitage du pont de

Fatihita, fin mars 2002. Ils ont été respectivement condamnés à une peine de 6 ans et de 5 ans de prison ferme. (D'après L'Express du 29/04/06)

1.2 Relations Églises-État

Apokalipsy du pasteur Mailhol : des politiques se convertissent à la secte. Le culte du pasteur Mailhol devient de plus en plus le refuge des opposants au régime. Il fut un temps où ce fut l'Église FPVM qui a joué ce rôle, notamment chez les exilés malgaches de France. Depuis l'interdiction de cette confession, les opposants se tournent vers Apokalipsy, peut-être parce que les croyants sont déçus par l'intense politisation des Églises affiliées au FFKM. (D'après La Gazette du 24/04/06)

La CCPREAS, cheval de bataille de Ravalomanana : alors que le dialogue pouvoir-opposition, le code électoral et la situation de Jean Lahiniriko nourrissent le débat politique, le président de la République, lui, continue de *prêcher le partenariat État-Église à travers toutes les contrées de l'île*. Il dispose pour cela de la Cellule de coordination de projet de relance économique et d'action sociale (CCPREAS) qui est une entité au niveau du ministère des Finances chargée de financer la collaboration entre l'État et l'Église. *A croire qu'en cette période préélectorale, la CCPREAS devient le cheval de bataille incontournable du chef de l'État*. Car partout où il va et quoi qu'il fasse, cette entité est toujours présente. Au train où vont les choses, *la CCPREAS pourrait devenir un élément stratégique pour la course à la présidentielle*. (D'après Les Nouvelles du 28/04/06)

1.3 Lutte contre la corruption, « bonne gouvernance »

Publicité sur la corruption : indignation des policiers : un spot publicitaire, montrant un policier en train de recevoir un permis de conduire et un billet de 50 000 Fmg de la main d'un chauffeur, est actuellement diffusé dans des chaînes de télévision. Le concepteur de ce support, dénonçant un fait de corruption, n'est autre que le CSLCC. Cette sensibilisation, par voie audiovisuelle, en vue d'inciter le peuple à adhérer à la lutte contre la corruption, a indigné des policiers qui, selon leurs dires, risquent ainsi d'être mis en pâture à une éventuelle vindicte populaire. (D'après La Gazette du 22/04/06)

2 COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE

Le Map présenté au corps diplomatique : Marc Ravalomanana, a présenté à l'ensemble des représentations étrangères à Madagascar le processus relatif à "*Madagascar Action Plan*" (Map). Lancé officiellement le 29 mars, ce processus fait actuellement l'objet de large présentation et de consultation. "*Aujourd'hui, je demande à tous nos partenaires de se joindre à nous. Vous aussi, vous devriez faire un saut qualitatif. (...) Le Map sera l'instrument qui nous permettra d'aller plus loin. Il sera à la base de la mobilisation de toutes nos forces et de tous nos atouts. Il sera à la base d'un nouveau niveau de coopération, tant par sa qualité que son envergure. Il incarne notre volonté commune. Il définit nos propres objectifs. Il assure leur mise en œuvre. Le Map est le reflet de l'unité nationale*", a déclaré le Chef de l'Etat. (D'après Le Quotidien du 14/04/06)

Le 10ème Fed pourrait faire le double du 9ème si l'on joue à fond la carte de la bonne gouvernance : «*Le montant précis de l'enveloppe destiné à Madagascar dans le cadre du 10ème Fed n'est pas encore arrêté mais il pourrait augmenter de manière très significative selon la qualité des propositions du gouvernement*», déclare Jean-Claude Boidin, ambassadeur, chef de la délégation de la commission européenne. *La bonne gouvernance doit être au centre du*

programme défini dans le document stratégie pays à présenter en juillet à Bruxelles. Un supplément de ressources pourrait être accordé au titre d'une aide à la préparation des élections à condition qu'une volonté politique manifeste se fasse sentir. Les représentations diplomatiques françaises et allemandes pourront jouer un rôle de baromètres dans ce sens. (D'après Les Nouvelles du 21/04/06)

L'adhésion des Comores à la zone de libre échange du Comesa offre des opportunités pour Madagascar. Les Comores deviennent le 13ème membre de la Zone de libre échange (ZLE) du Comesa et les marchandises exportées par Madagascar vers les Archipels des Comores bénéficient de la franchise totale des droits de douanes. (D'après Les Nouvelles du 15/04/06)

3 DIPLOMATIE

Soutien au nucléaire iranien : Encore une "gaffe" de Lahiniriko ? «Le chef du Parlement malgache a félicité le gouvernement et la nation iraniens pour leur succès en perfectionnant la technologie d'enrichissement de l'uranium. Le Tiers-Monde loue le progrès atteint par l'Iran et son accès à la technologie moderne parce que celle-ci sera utilisée pour servir l'humanité » a déclaré Jean Lahiniriko, actuellement en visite à Téhéran. Madagascar serait donc parmi les premiers pays à soutenir cette République islamique. Connaissant le soutien de Georges Bush à Marc Ravalomanana ainsi que les relations diplomatiques entre Israël et Madagascar, Jean Lahiniriko prend ici un malin plaisir à soutenir l'Iran pour, une fois de plus, narguer le chef de l'Etat. (D'après La Gazette du 17/04/06)

Ravalomanana à Hong Kong en quête de capitaux : il trouve peut-être l'Occident trop frileux à son goût. Il déploie maintenant une *vaste stratégie pour attirer dans l'île les investissements des grandes places financières d'Asie*. Il doit inciter les hommes d'affaires hongkongais à investir dans l'île et comme cette mégalopole brasse des milliards de dollars dans ses banques et ses marchés d'actions, il prospectera sans doute les *possibilités de décrocher des prêts pour financer son MAP* (Madagascar Action Plan). Si Marc Ravalomanana se tourne vers l'Orient, c'est parce que les hommes d'affaires d'Asie sont *moins perméables aux appréciations des organismes de garantie financière*, et sont plus portés vers l'audace et le goût du risque. Accessoirement dans cette quête, le chef de l'État pourrait dénicher un *emprunt avantageux pour financer sa campagne à l'élection présidentielle*. Déjà à Téhéran, Lahiniriko a affirmé son soutien au nucléaire iranien pour décrocher des fonds électoraux... (D'après La Gazette du 19/04/06)

Exploitation pétrolière - Marc Ravalomanana consulte un géant chinois : le président va rencontrer au cours de sa visite de travail hongkongaise les responsables de la plus grande compagnie chinoise de l'exploitation du pétrole en mer, la CNOOC. La consultation du chef de l'État se déroule à moins de un mois de l'appel d'offres sur vente d'une centaine de blocs de recherche pétrolière aux larges de la côte ouest de l'île. Pour le gouvernement, l'exploitation des ressources naturelles constitue l'un des axes prévus dans le Plan d'actions pour Madagascar (PAM). Une éventuelle présence de la CNOOC allongerait la liste des compagnies pétrolières étrangères opérant à Madagascar. (D'après L'Express du 20/04/06)

Madagascar soutient la Chine dans le vœu de celle-ci d'adhérer à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU : Madagascar *accorde des concessions à la Chine* afin de recueillir des dividendes au plan de *l'aide chinoise et de la venue des investisseurs chinois*. Un autre pays aurait été plus regardant et n'aurait pas donné son appui avec une telle légèreté. (D'après La Gazette du 24/04/06)

4 DROITS HUMAINS, REFUGIES

Promotion du genre - Une nouvelle loi sur la famille en projet : une véritable protection sociale nécessite la mise en place d'un cadre juridique adéquate. Des propositions sont sorties d'une série d'ateliers provinciaux qui ont vu la participation des élus locaux, des représentants de la société civile et des services décentralisés. L'USAID a participé aux travaux à travers le projet, Women's Legal Rights (WLR), élaboré en vue d'appliquer les conventions internationales relatives aux droits de la femme. *L'âge minimum du mariage des femmes sera fixé à 18 ans.* La *suppression* de la possibilité de *l'autorisation parentale* pour le contrat de mariage est également évoquée. Le texte prévoit la considération des biens du mari comme propriété commune du couple. Il en est de même de la codirection de la famille et de la cogérance des biens familiaux. En cas d'éclatement du ménage, la garde de l'enfant sera statuée dans l'intérêt de l'intéressé et non plus selon la coutume. (D'après *L'Express du 12/04/06*)

Quand les femmes proposent le droit de *misintaka* pour les hommes : Madagascar dispose d'un arsenal juridique censé garantir l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais dans le quotidien, les disparités subsistent dans le couple. *Une réforme s'impose et elle peut être même en faveur de l'homme.* Messieurs, on demande pour vous le *droit du misintaka, c'est-à-dire de quitter le domicile conjugal en cas d'incompatibilité.* Une pratique traditionnellement laissée aux femmes, mais qui *pourrait bien être accordée aux hommes* si l'on se réfère aux propositions de réformes sur les droits de la famille. *Des propositions déposées auprès du ministère de la justice* par les associations et organismes œuvrant pour les droits de la femme, les membres du Parlement, représentants de la société civile ainsi que des juristes. Ces propositions de réforme visent à *rétablir l'égalité des genres*, explique Vololona Ramanandraibe, du Women's Legal Right, organisme chargé de réaliser les consultations publiques nécessaires à l'élaboration de ce nouveau texte. (D'après *Les Nouvelles du 28/04/06*)

Les réfugiés moins nombreux mais toujours rejetés : les pays industrialisés rivalisent d'ingéniosité pour éloigner les réfugiés de leur territoire alors que ces derniers n'ont jamais été si peu nombreux. Leur nombre est ainsi passé de 18 à 9,2 millions entre 1992 et 2006. Le HCR, qui avance ce chiffre, critique dans son rapport 2006 « *l'intolérance grandissante* » des pays riches vis-à-vis des demandeurs d'asile, « *décrits comme des migrants illégaux, des terroristes potentiels et des criminels* ». *Parmi les mesures restrictives adoptées pour limiter l'accès à l'asile, le recours au pays « sûr ».* Dans ce cas, les autorités considèrent que les droits de l'homme sont a priori respectés dans un pays donné, et que tout dossier qui en provient doit être traité par le biais d'une procédure « *prioritaire* ». Celle-ci doit être en France inférieur à 15 jours, ne donne pas accès à un titre de séjour et aux droits sociaux et fait l'économie d'un entretien. Par ailleurs, un recours éventuel devant la cour de cassation ne protège pas d'un éloignement du territoire. En France, figurent dans la liste le Mali, le Sénégal, le Cap vert, Maurice, le Bénin, le Ghana, la Bosnie, la Géorgie, la Croatie, l'Inde, la Mongolie et l'Ukraine. *Madagascar va bientôt venir grossir la liste.* (D'après *Afrik.com du 19/04/06*)

67 Bangladeshi refoulés du Mozambique se réfugient à Mahajanga : 67 Bangladeshi ayant quitté clandestinement le Mozambique ont été appréhendés à Mahajanga, le 17 avril. Ils ont été refoulés du Mozambique après avoir été interpellés pour détournement de navire, coups et blessures volontaires et acte de piratage. Ils auraient dû retourner dans leurs pays après avoir comparu devant les juges. Cependant, ils ont réussi à s'enfuir à Mahajanga à bord d'un

navire malgache. À l'issue de l'interrogatoire des services de l'immigration, 21 d'entre eux ont été refoulés vers le Mozambique à leurs propres frais. (D'après *Les Nouvelles* du 28/04/06)

Ofpra : les associations estiment être mises devant le fait accompli. Tanzanie, Madagascar, Niger, Albanie et Macédoine : L'Ofpra s'apprête à faire adopter par son conseil d'administration *l'ajout de 5 États à la liste des pays réputés «sûrs» en matière de droit de l'homme*. En juillet dernier, *une première liste de 12 pays avait déjà été établie*. L'examen des demandes d'asile en provenance de ces États est soumis à une *procédure dite «prioritaire», c'est-à-dire qu'elles sont traitées en 15 jours*. Leurs ressortissants ne bénéficient pas de l'accompagnement social accordé aux autres demandeurs (allocations ou logement). Enfin, en cas de refus, ils conservent une possibilité de recours mais celle-ci ne suspend pas une éventuelle reconduite à la frontière. *La première liste a produit ses effets* : en 6 mois, les demandes de ressortissants de ces pays ont chuté de près de 80%. Dominique de Villepin avait annoncé son intention de la compléter. Mais les ministères compétents ont tardé à s'accorder soucieux de ménager les relations diplomatiques et les associations d'aide aux réfugiés. Du coup, *les 5 nouveaux pays retenus ne sont qu'un compromis*. En 2005, moins de 700 demandeurs d'asile en provenaient. La Tanzanie n'est même pas répertoriée dans le bilan de l'Ofpra. Les représentants des associations n'apprécient guère d'être convoqués pour entériner la nouvelle liste. (D'après *Le Figaro* du 27/04/06)

5 SYNDICALISME

La célébration de la journée de la Fête du Travail, s'annonce explosive : 5 syndicats, regroupant des agents de la fonction publique, ont fait part de leur détermination à marquer l'événement par un grand mouvement de revendication. Les syndicats présentent à la commune urbaine d'Antananarivo leur souhait de procéder à *une longue marche dans les rues* pour aboutir à un endroit "*au choix des autorités compétentes*". *Les syndicats proches du secteur privé pensent tout autrement*. Le président de la Confédération des Travailleurs Malgaches (CTM) se déclare n'être pas encore en mesure de se prononcer quant à la célébration de cette journée. Il semble en tout cas se désolidariser des précurseurs de ce mouvement de rue. Pour lui, le contexte actuel oblige les travailleurs à *consolider le dialogue patronat-syndicats*. Rappelons qu'en 2005, les syndicats malgaches ont été frappés d'interdiction de manifestation. Du jamais vu dans les annales de l'histoire de la Grande Ile, même durant la période coloniale (D'après *L'Express et Tribune* du 19/04/06)

Défilé du 1^{er} mai autorisé : en raison de la vive pression exercée par la presse, la confédération de syndicats (SMF) a finalement obtenu le droit de défiler dans la capitale le 1er Mai et de tenir un meeting public. Le maire Patrick Ramiaramanana, qui s'était montré hostile au projet du SMF, a finalement cédé. Le ministre du Travail a reçu ses leaders et a même encouragé aux activités syndicales pacifiques et s'est déclaré ouvert au dialogue. Grosse satisfaction donc chez les leaders du SMF qui ont décroché l'accord du maire et la caution morale du ministre de tutelle. Les antennes provinciales devraient elles aussi être autorisées à défiler. Ce 1er mai sera l'occasion de sensibiliser la population sur *les problèmes de chômage dus à la fermeture des zones franches, à la hausse des tarifs de la JIRAMA, et surtout à l'indépendance des syndicats face aux partis politiques*. (D'après *La Gazette* du 25/04/06)

6 MEDIAS

Air Madagascar : Naina Andriantsitohaina, propriétaire «des « Nouvelles » claque la porte au CA : des sources concordantes ont rapporté que le *président du GEM* (groupement des entreprises de Madagascar) et ancien conseiller du Premier ministre Jacques Sylla a déposé sa lettre de démission. Il ne serait cependant pas faux d'affirmer que la décision de l'administrateur est liée à la décision d'en haut interdisant la mise à bord du quotidien « *Les Nouvelles* » dont il est le propriétaire. Cette mesure qui frappe également « *La Gazette* », fait suite à une caricature publiée par notre confrère relative à l'arrivée de Kofi Annan que le régime estime insultante envers le SG de l'ONU. (D'après *La Gazette du 22/04/06*)

L'expulsion du rédacteur en chef des « Nouvelles » : Chadeaux est ce journaliste français ayant travaillé plus de 40 ans dans notre pays dans la presse malgache et qui a été reconduit à la frontière, direction La Réunion, sans qu'à ce jour un début d'explication sur cette expulsion n'ait été donné par les autorités compétentes. Ce n'est pas le premier cas. *L'Ordre des Journalistes a fait état de l'inquiétude pour la liberté de la presse*, et a insisté sur la nécessité d'une déclaration officielle sur le ou les motifs de cette décision. À ce jour, point de réponse à cette requête.

La « Charte professionnelle des journalistes et éditeurs de presse » rendue officielle : en attendant la sortie officielle du « *Code de la communication* », cette Charte professionnelle a été présentée officiellement. Le Groupement des Éditeurs de Presse d'Information de Madagascar (GEPIM) a marqué ainsi sa volonté de faire avancer le monde journalistique. Avec l'appui d'Ouest-Fraternité, le code de déontologie, inspiré de la Déclaration des droits et des devoirs des journalistes de Munich, a été *adopté par une centaine de journalistes issus de 16 organes de presse* écrite, chaînes de télévision et agence de presse internationale. Plusieurs points y sont évoqués, comme le salaire, les activités complémentaires, les « *enveloppes* » afin de bien définir et délimiter le travail des journalistes malgaches. (D'après *Midi et L'Express du 27/04/06*)

7 JUSTICE, CONDITIONS CARCÉRALES

Un magistrat pour 29 000 malgaches. Ce qui handicape l'accélération des procédures pénales. « *Le ministère de la Justice essaiera d'y remédier en doublant l'effectif des candidats reçus à l'École nationale de la magistrature et des greffes, à partir du prochain concours, comme l'a décidé le président de la République* ». C'est ce qu'a souligné Lala Ratsiharovala, garde des Sceaux, ministre de la Justice. Pointée du doigt par le CSLCC auprès des contribuables, *la justice malgache essaie de soigner son image*. Visiblement, le patron de la justice a reconnu que son département a besoin d'un sérieux lifting afin de reconquérir la confiance des justiciables. *La lutte contre la corruption se poursuivra et sera intensifiée*, selon le ministre. (D'après *L'Express et Tribune du 15/04/06*)

Bientôt des réformes sur la détention préventive : rencontre entre Diane Wood et le PM Jacques Sylla. « *Bien que l'administration judiciaire malgache soit différente de celle des États-Unis, des réformes sur la détention préventive seraient en vue* ». Cette déclaration est du Premier ministre Jacques Sylla, suite aux entretiens avec Diane Wood, *membre de la Cour d'appel fédérale aux États-Unis*. La condition carcérale, dont l'état des prisons à Madagascar, a été le point focal de leurs discussions. (D'après *Tribune du 20/04/06*)

8 ÉCONOMIE

8.1 Banque mondiale, FMI, OMC, effacement de la dette

La Banque mondiale juge acceptables les performances malgaches : le vice-président de la Banque mondiale, en charge de développement du secteur privé et économiste en chef de la société financière internationale (SFI), visite actuellement Madagascar. " *Certains indicateurs montrent un possible décollage économique dans les années à venir* ", a-t-il soutenu.

L'optimisme du vice-président pourrait, néanmoins, aller à l'encontre des résultats de l'étude menée auprès du secteur privé international, concernant *l'environnement des affaires et des investissements* à Madagascar. Selon celle-ci, *le pays figure en 131ème position sur les 155 pays enquêtés*. Madagascar doit poursuivre et accentuer ses efforts sur la réforme du secteur économique. La lenteur administrative, la lourdeur des procédures douanières, les niveaux élevés d'imposition, ou encore la difficulté à accéder aux propriétés foncières constituent les principaux obstacles. (D'après L'Express du 13/04/06)

La mission de la dernière chance. Une délégation du Fonds monétaire international (FMI) viendra à Madagascar en mai. Sa visite consistera à effectuer une ultime évaluation de la performance du pays dans le domaine économique. Cette dernière étape est décisive pour la suite des négociations qui devra aboutir à un nouveau programme du Fonds de réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Le rapport qui en sortira, pourra effectivement peser dans l'examen du dossier Madagascar au conseil d'administration du FMI, prévu en juillet. *En attendant, le FMI enverra une « Letter of confort » à tous les bailleurs de fonds impliqués dans le processus de développement de Madagascar afin de témoigner de sa confiance à l'endroit de l'État malgache.* (D'après L'Express du 24/04/06)

Le régime Ravalomanana de nouveau dans l'euphorie : rappelons que cette mission du Fonds, venue dans le pays en février, a subitement quitté la table de travail. Diverses sources avaient indiquées que cette nouvelle suspension des négociations, la seconde en moins de 6 mois, trouvait son origine dans l'indignation du FMI de voir de nouvelles dépenses budgétaires ainsi que l'allocation d'une partie des ressources de l'IPPTE affectée à la construction de logements sociaux par l'État sans aucune consultation préalable du Fonds. (D'après La Gazette du 24/04/06)

Effacement de la dette : la BAD s'y met aussi. A l'instar du FMI dont la décision est effective depuis le 1er janvier, et de la Banque mondiale, le groupe de la Banque africaine de développement décide à son tour de procéder à l'effacement total de la dette de Madagascar. Un montant de 8,5 milliards de dollars a été approuvé pour financer l'effacement de la dette de 13 pays africains dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) qui a été décidé en juillet dernier par le G8. (D'après La Gazette du 21/04/06)

8.2 Situation économique, conjoncture

Nouveaux tarifs de la Jirama - 10% et 20% de hausse pour l'eau et l'électricité : pour son redressement, la Jirama compte sur la contribution de tous les consommateurs. Cette augmentation appliquée par la Jirama est la troisième depuis le mois de juin 2005. Au total, depuis cette date, les révisions faites pour les tarifs d'électricité sont de l'ordre de 70 % contre 40% pour l'eau. (D'après L'Express du 06/04/06)

L'ariary continue de se déprécier et n'est pas près de se stabiliser. L'explication la plus simple réside dans l'insuffisance de l'offre par rapport à l'achat sur le Mid. *Seul le*

rapatriement des devises, issues des exportations effectuées à la fin de l'année dernière, pourra renverser la tendance. De l'avis des spécialistes, l'amélioration ne sera réellement ressentie au niveau de la monnaie qu'au deuxième semestre. Par ailleurs, l'avènement d'un *nouveau programme du FMI* constituera une autre solution à travers l'appui à la balance de paiement. (D'après L'Express du 07/04/06)

Balance commerciale - Baisse constante des exportations : le déséquilibre de la balance commerciale est de plus en plus visible d'une année à l'autre. Les difficultés traversées par la crevette sur le marché européen, la baisse du prix de la vanille ainsi qu'une conjoncture internationale qualifiée de difficile telle que la flambée du cours du pétrole en sont les causes les plus évidentes. Ce sont les devises engendrées par l'exportation qui sont vendues sur le marché de devises. *Des répercussions sont donc logiquement ressenties sur le Mid.* D'après L'Express du 06/04/06)

Dépréciation monétaire : le revenu de la majorité des ménages est fortement érodé. En l'espace de quelques mois, l'Ariary, au regard de la devise pivot qu'est l'euro, a perdu 3,94% de sa valeur. Cette dépréciation importante a fortement érodé le revenu de la majorité des ménages. Madagascar est dans une *situation de précarité constante qui décourage l'investissement intérieur et étranger.* L'instabilité des cours de change, l'inflation élevée, la flambée du prix du pétrole et les effets du démantèlement de l'accord multifibre, sont à l'origine des *désistements des investisseurs potentiels malgré les efforts entrepris par le gouvernement pour la promotion des investissements.* (D'après La Gazette du 27/04/06)

Revenu par habitant des Malgaches : 3 fois moins élevé que celui des Africains. Le fossé qui sépare les Malgaches de ses voisins Africains est de plus en plus grand. Malgré les conflits armés, la sécheresse ou la corruption, la croissance s'y poursuit malgré tout. *En l'espace de 15 ans, si Madagascar a connu un recul du revenu moyen par tête, les Africains ont réussi à accroître leur PIB de près de 15%.* Avec un PIB moyen par tête de 750 dollars pour les Africains en 1990, malgré un léger fléchissement en 1993 et 1994, ils ont remonté la pente pour porter durant les 5 années suivantes leur revenu par habitant au dessus de 700 dollars. De même, après une grande détérioration du pouvoir d'achat en 2002, 3 ans après, leur revenu moyen a atteint un niveau jamais atteint sur le continent auparavant (autour de 850 dollars). Du côté malgache, en revanche, les années qui passent accentuent la pauvreté. Partant de 285 dollars en 1990, les 5 années qui ont suivi le début de cette décennie ont aussi vu la diminution de leur revenu annuel, puis une légère reprise en 1996 où le PIB par habitant a frôlé les 300 dollars. Si le revenu moyen d'un Malgache a dépassé 300 dollars en 2003, il était de nouveau redescendu à 275 dollars en 2004. Au vu de ces chiffres, on constate qu'environ 3 Malgaches vivent avec le revenu d'un seul Africain. (D'après La Gazette du 18/04/06)

Climat des Affaires à Madagascar : beaucoup d'efforts à faire. Madagascar a besoin d'investissements locaux et étrangers. Dans ce cadre, plusieurs réformes ont été réalisées notamment dans les domaines fiscal et foncier afin de faciliter leur implantation. Cependant, selon les données de la Banque Mondiale, Madagascar a encore beaucoup d'efforts à faire. En effet, les réformes adoptées n'ont pas toujours été favorables à l'activité économique. L'augmentation du capital initial requis pour la création d'une entreprise pourrait constituer un blocage. Les investisseurs tiennent compte de plusieurs autres facteurs, entre autres, la stabilité politique, la sécurité et les infrastructures. Madagascar se trouve encore mal placé par rapport à beaucoup d'autres pays : il est *au 131ème rang sur 155.* (D'après Tribune du 24/04/06)

Développement rural : l'insécurité renforce les cultures de subsistance. Un peu partout, *l'insécurité revient en force en milieu rural*. Son intensité varie d'une zone à l'autre. Dans le Sud-ouest, l'Ouest et dans le Sud du pays, les vols de bovidés gagnent du terrain. Ailleurs, c'est plutôt des vols de récolte sur pied. *L'insécurité assombrit l'avenir et ternit l'espoir de bon nombre de paysans de quitter la culture de subsistance pour se hisser vers des activités plus rentables et économiquement viables.* Certes, le recul de la pauvreté a plus profité aux ruraux qu'aux urbains mais les chiffres sont têtus : *la pauvreté touche encore près des trois-quarts des paysans.* L'insécurité aggrave la situation alors que les autres facteurs comme l'accès au financement et donc aux intrants et aux petits matériels agricoles commence à s'améliorer. *A l'approche des élections, les paysans craignent une escalade des vols et autres crimes.* Le même scénario se répète toujours. Les « *dahalo* » ou bandits de grand chemin pullulent à l'approche de chaque élection surtout de la présidentielle. (D'après *La Gazette du 27/04/06*)

9 SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES

Journée mondiale de la Santé - 17 médecins pour 100 000 habitants : Pour le personnel paramédical, on compte 16 infirmiers et 15 sages-femmes pour 100 000 habitants. La situation est de plus en plus délicate en matière de *santé bucco-dentaire et de pharmacologie* puisqu'on recense respectivement un chirurgien et deux pharmaciens pour 100 000 habitants. Le cas de Madagascar n'est pas isolé. Il affecte presque tous les pays en voie de développement. Cette situation ne permet pas d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. En effet, le défi à relever est d'atteindre 25 agents de santé pour 100 000 habitants. (D'après *L'Express du 08/04/06*)

Un bébé sur 10 prématuré - les maternités en difficulté : les bébés prématurés sont *de plus en plus nombreux*, ce qui inquiète les médecins de la capitale. La tendance a été observée depuis l'année 2000. Divers problèmes comme la malnutrition, la difficulté d'accès aux soins, la mauvaise médication, les problèmes familiaux, la toxicomanie menacent les femmes enceintes. (D'après *L'Express du 11/04/06*)

Un Malgache sur quatre est alcoolique : selon les chiffres du ministère de la Santé, 24,58% de la population sont concernés par ce problème. *Les 3/4 des alcooliques sont des hommes.* La plupart d'entre eux sont issus des couches sociales défavorisées et n'ont pas de travail. Ils boivent du rhum et s'approvisionnent auprès des détaillants. L'âge où les individus commencent à consommer de l'alcool devient *de plus en plus précoce et touche de plus en plus une population féminine.* Aujourd'hui, 15% des collégiens et 37% des lycéens consomment quotidiennement de l'alcool. Pour les 85% d'entre eux, leurs parents ignorent cette facette de leur vie. 75% des enfants âgés de moins de 9 ans vivant dans les milieux ruraux consomment déjà du rhum artisanal. 65% d'entre eux ont des pères buveurs. (D'après *Les Nouvelles du 21/04/06*)

Les Nations unies allouent 10 millions de dollars US dans la lutte contre le Sida : Elles viennent de renouveler leur accord de partenariat avec le pays dans la lutte contre le Sida. Pour cette année, les Nations unies ont décidé d'allouer 10 millions de dollars US, *soit 4 millions de plus que l'année dernière.* (D'après *Les Nouvelles du 21/04/06*)

La dengue refait surface à Toamasina : le virus de la dengue qu'on croyait en train de disparaître continue ses ravages. Durant la semaine pascalle, deux décès liés à cette maladie ont été enregistrés. Selon les médecins, le nombre de malades a diminué après la

démoustication, mais quelques semaines plus tard, la dengue comme le paludisme a refait surface. (D'après *Les Nouvelles* du 20/04/06)

Famine dans le Sud : la menace est très sérieuse. La population est de nouveau sous la menace du « *kere* » (famine). Faute de pluies, aucune récolte en vue. Les étals des marchands sont presque vides. Les marchés locaux sont approvisionnés par les produits en provenance de l'extérieur ou des régions environnantes. Les denrées alimentaires se raréfient sur le marché des grands centres urbains et leurs prix flambent. Dans certains secteurs, ce sont les fruits de cactus ou « *raketa* » qui inondent le marché et ont pris la place des patates douces. (D'après *Tribune* du 06/04/06)

L'insécurité alimentaire fait encore partie intégrante des problèmes quotidiens de bon nombre de ménages malgaches : 8% de la population souffre d'insécurité alimentaire chronique *et un ménage sur deux connaît une insécurité alimentaire temporaire ou saisonnière*, qui se manifeste durant les *périodes de soudure*. La durée moyenne de la période de soudure reste relativement longue : 4,6 mois en moyenne, avec des pointes à 5,3 mois dans certaines régions. Comme principale stratégie d'adaptation à cette situation les ménages optent en premier lieu pour la réduction du nombre de repas, la consommation de plante de cueillette, l'émigration ou l'intensification du salariat agricole avant de passer à la vente de leur capital bétail. La *vulnérabilité alimentaire dépend en grande partie aussi du facteur éloignement*. Le rendement agricole des principales cultures vivrières diminue à mesure que l'on s'éloigne des grands centres urbains et des marchés. Cet éloignement qui décourage les paysans a en effet un coût monétaire conséquent. *58% des communes sont encore difficile d'accès en période de pluie.* (D'après *La Gazette* du 27/04/06)

Urbanisme - Les quartiers informels étouffent les villes : les cases en bois ou en cartons poussent comme des champignons. La réorganisation est de mise. *30% des quartiers urbains de Madagascar sont des quartiers informels ou non structurés.* L'étude a été menée en vue de formuler un programme national de restructuration des quartiers informels. Les quartiers non structurés présentent des caractéristiques communes : insécurité foncière permanente, litiges fonciers et sociaux importants, mode de construction anarchique à forte concentration des habitations précaires, environnement défavorisé, non accès aux services urbains de base, zones difficiles à aménager et à équiper en infrastructures de base, fiefs des ménages pauvres et des immigrants. (D'après *L'Express* et *La Gazette* du 21/04/06)

Au 29/04/2006, 1euro = 2720 Ariary (cours pondéré)